

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 NÎMES

Nîmes, le 22/10/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COMMUNAUTE AGGLOMERATION NIMES METROPOLE**

Lieu-dit Banquet  
30320 Poulx

Références : 2024-10-  
Code AIOT : 0006605013

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement COMMUNAUTE AGGLOMERATION NIMES METROPOLE implanté Lieu-dit Banquet 30320 Poulx.

La visite est organisée dans le cadre de l'arrêté préfectoral n°2024-029 du 28 juin 2024, mettant en demeure la Communauté d'agglomération de Nîmes Métropole de respecter les prescriptions applicables aux activités de la déchetterie qu'elle exploite à Poulx et les obligations légales de débroussaillage en vigueur.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COMMUNAUTE AGGLOMERATION NIMES METROPOLE
- Lieu-dit Banquet 30320 Poulx
- Code AIOT : 0006605013    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La déchetterie a fait initialement l'objet du récépissé de déclaration n° 02.077N du 10 juin 2002.

La Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole a pris la compétence relative à la collecte et au traitement des déchets depuis le 1er janvier 2011. Elle gère à ce titre 14 déchetteries présentes sur son territoire, dont celle implantée sur la commune de Poulx.

Du fait de la modification de la nomenclature par le décret n° 2012-384 du 20 mars 2012, l'exploitant a procédé le 21 mars 2013 à la déclaration d'antériorité pour son classement sous les rubriques n°s 2710-1a et 2710-2a (régime de l'autorisation) de la nomenclature des installations classées. Il a obtenu de la préfecture du Gard, le récépissé de déclaration d'antériorité n° 14.054N du 28 avril 2014.

La déchetterie de Poulx a été construite en 2002 au lieu dit Banquets, à l'entrée sud du village.

Le site s'étend sur une surface de 6 350 m<sup>2</sup> et comprend une partie des parcelles n°s 1 et 18 de la section AZ du plan cadastral. Les habitations les plus proches se trouvent à 100m au nord de la déchetterie.

Le site vient rejoindre au sud le dôme de l'ancienne décharge d'ordures ménagères de Poulx.

La déchetterie, d'une surface de 1 700 m<sup>2</sup>, comprend :

- une rampe d'accès,
- un local d'accueil,
- un local technique,
- un conteneur étanche d'entreposage des DEEE,
- 7 quais de déchargement avec bennes,
- un conteneur étanche pour la réception des huiles usagées,
- des colonnes de collecte des papiers, du verre et des huiles alimentaires.

Ces équipements permettent le stockage d'une quantité de déchets dangereux de 7,4 tonnes et un volume de déchets non dangereux de 270m<sup>3</sup>.

Une plate-forme de stockage et de broyage de déchets verts a été créée en 2009, dans la continuité de la déchetterie. Elle permet le stockage de 1600 m<sup>3</sup> de déchets verts qui étaient apportés par les particuliers et déposés à même le sol en attente de la réalisation de leur broyage, par campagne.

Par courrier en date du 3 juin 2014, la Communauté d'Agglomération de NIMES METROPOLE a sollicité la régularisation de la situation administrative de la plate-forme de stockage et de broyage de déchets verts attenante à la déchetterie de POULX.

Par courrier du 17 novembre 2014 le pétitionnaire a informé la préfecture que l'activité de broyage de la plate-forme avait été suspendue depuis le 9 octobre 2014.

#### **Attributs de l'inspection :**

Contexte de l'inspection (*Récolement, Suite à mise en demeure*)

Risques accidentels (*Risque incendie, Sécurité/sûreté*)

Risques chroniques (*Déchets*)

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Récolement aux constats du 30 avril 2024 et à l'APMD n°2024-029 du 28 juin 2024

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Il a été constaté que dans sa configuration actuelle, la déchetterie de Poulx permet au public d'avoir accès à la zone de service, ce qui ne répond pas aux dispositions de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 26/03/2012 susmentionné. Néanmoins, dans l'organisation actuel du fonctionnement de la déchetterie, les interventions des prestataires d'enlèvement des bennes se font en dehors des horaires d'ouverture de la déchetterie au public, ce qui permet d'éviter les risques de collision entre les poids-lourds et les véhicules des usagers. Il appartient toutefois à l'exploitant de formaliser cette pratique par un document officiel (règlement intérieur, affichage des horaires d'accès des prestataires à l'entrée de la déchetterie, ...). Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite de l'inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
----	-------------------	-------------------------	--	-------------------


1	Clôture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Formation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Obligation de débroussaillage des terrains	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.511-1 et L.512-8	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Prévention des chutes et collisions	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	/	
6	Local de stockage	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 7.3.	/	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


La visite et les documents transmis ont conduit l'inspection à constater le respect de l'ensemble des prescriptions de la mise en demeure du 28 juin 2024, qui peut être levée.

## 2-4) Fiches de constats


### N° 1 : Clôture de l'installation.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 30/04/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 07/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. [...]</p> <p>Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>La plateforme de dépôt des déchets verts, qui fait partie de la déchetterie, est à présent entièrement clôturée par un grillage rigide, l'accès à la plateforme pour les usagers se fait depuis la déchetterie.</p> <p>La mise en demeure est respectée sur ce point.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Stratégie de défense contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 30/04/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 07/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;</li><li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</li><li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</li></ul> <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<b>Constats :</b> <p>Il a été constaté que le plan des locaux de la déchetterie affiché dans le bureau d'accueil a été mis à jour et correspond aux aménagements actuels de la déchetterie. Il comporte une description des dangers pour chaque local.</p> <p>De plus, un justificatif de la conformité du poteau d'aspiration de la bâche incendie a été transmis en date du 21/10/2024.</p> <p>La mise en demeure a été respectée sur ces deux points.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 3 : Formation.**


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention risques incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 30/04/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 07/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.</p> <p>L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.</p> <p>L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :</p> <p>[...]</p> <p>- le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;</p> <p>[...]</p> <p>La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a présenté des attestations des formations de M. CHENAF, le 2nd gardien titulaire de la déchetterie, à la manipulation des extincteurs et sur les risques liés à la manipulation des DDS, suivies respectivement les 07/08/2024 et 23/09/2024.</p> <p>Il a déclaré qu'aucun gardien intérimaire non formé à la manipulation des extincteurs ne sera présent seul sur la déchetterie.</p> <p>La mise en demeure est respectée sur ce point.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Obligation de débroussaillage des terrains


<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.511-1 et L.512-8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention des risques d'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 30/04/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 07/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Article L.511-1:</p> <p>Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p> <p>Article L.512-8:</p> <p>Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.</p>
<b>Constats :</b> <p>Il a été constaté que les abords de la déchetterie ont été débroussaillés.</p> <p>La mise en demeure peut être levée sur ce point.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure



## N° 5 : Prévention des chutes et collisions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.
<b>Constats :</b> Il a été fait les constats suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>• L'accès du public à la plateforme des déchets verts se fait par la partie basse du quai à droite depuis l'entrée, et traverse donc la zone de service.</li><li>• La voie de circulation des usagers traverse également la zone de service sur la gauche de la partie basse du quai pour sortir de la déchetterie.</li><li>• les PAV papier, verre et vêtements ainsi que le container des DEEE sont disposés en bas de quai, à l'entrée et à la sortie de la zone de service.</li></ul> Néanmoins, la configuration de la déchetterie et la surface limitée de la partie du haut de quai ne permettent pas de modifier le plan de circulation des usagers vers la sortie ni l'accès du public à la plateforme des déchets verts. De plus, l'exploitant a déclaré que les interventions des prestataires pour l'enlèvement des bennes et des DDS n'ont lieu qu'en dehors des horaires d'ouverture de la déchetterie au public, ce qui permet d'éviter les risques de collision entre les poids lourds et les véhicules des usagers.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Un document formalisant les créneaux horaires réservés aux interventions des prestataires d'enlèvement des déchets en dehors des horaires d'ouverture de la déchetterie au public sera établi et mis à la disposition de l'inspection.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 6 : Local de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 7.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention des risques d'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le local de stockage sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux. Il est également organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages).</p> <p>[...]</p> <p>Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuels à utiliser et rappelant les consignes à mettre en oeuvre en cas de problème, sont clairement affichés à l'entrée du local de stockage ainsi qu'un panneau interdisant l'accès au public et un rappelant l'interdiction de fumer.</p> <p>Un plan du local de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi, est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. A tout moment, l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours de la nature des déchets contenus dans le local de stockage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un nouveau conteneur a été mis en place sur la déchetterie pour stocker les déchets dangereux, qui ne sont plus stockés à l'extérieur des 2 locaux dédiés.</p> <p>La mise en demeure peut être levée sur ce point.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## Planche photographique associée à la visite d'inspection

### N° 1 Clôture de l'installation.



Clôture plateforme DV

### N° 2 Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.



Plan actualisé

### N° 6 Local de stockage



20240924\_100608

